

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### Investir dans le numérique en Méditerranée: création d'emplois et inclusion des jeunes

Marseille, le 4 novembre 2016 - Investir dans le numérique crée des opportunités d'emploi pour les jeunes en Méditerranée et favorise leur inclusion. Le numérique constitue un moteur pour le développement économique dans la région. Ce sont les principales conclusions du dialogue régional qui a eu lieu entre des ministres, des jeunes, des représentants du secteur privé et des organisations de développement de la région méditerranéenne.

À l'échelle mondiale, le numérique a montré de grands avantages pour le développement, notamment en termes de croissance, d'emplois et de prestation de services. L'accès aux technologies numériques a particulièrement porté bénéfice aux jeunes femmes et hommes. Il leur a permis de trouver des emplois ou même d'en créer, en donnant naissance à des start-ups et réseaux professionnels, mais il a renforcé leurs capacités aussi. Le numérique a boosté l'inclusion des jeunes et a également permis de dépasser les barrières de genre.

Malgré l'important potentiel de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), l'adoption des technologies numériques reste lente. Avec la moitié de la population en-dessous de l'âge de 25 ans et le taux de chômage des jeunes le plus élevé au monde, davantage de pays reconnaissent aujourd'hui le rôle crucial du numérique pour accompagner leurs efforts dans la réduction de la pauvreté et dans la création d'emplois, surtout pour les jeunes.

Que doivent faire alors les gouvernements, les agences de développement et le secteur privé pour libérer le potentiel du numérique ?

Cette question était au cœur du dialogue régional « Le numérique au service du développement économique en Méditerranée », organisé conjointement par le Centre pour l'Intégration en Méditerranée (CMI), l'Agence Française de Développement (AFD), et le Groupe de la Banque mondiale, dans le cadre de la 10<sup>ème</sup> Semaine économique de la Méditerranée : « Le numérique pour une Méditerranée connectée ».

Une séance ministérielle portant sur les expériences locales a conclu ce dialogue régional et a permis d'identifier les priorités suivantes :

- **Les emplois dans le numérique nécessitent du savoir et des compétences :** Favoriser l'utilisation du numérique seul ne crée pas d'emplois pour les jeunes. Investir dans le capital humain et améliorer les compétences générales et entrepreneuriales à travers l'éducation sont des prérequis et des priorités.
- **L'accès au numérique est un droit pour tous :** Pour que le numérique profite à tous et partout, les disparités d'accès aux technologies doivent être éliminées, en particulier en matière d'accès à Internet.
- **Considérer les jeunes de la région MENA un potentiel et non pas une menace :** 200 millions de jeunes vivent au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, cela constitue une opportunité et un potentiel pour l'économie numérique de la région.
- **Investir dans le réseau très haut débit :** De nombreuses études démontrent qu'une augmentation annuelle de 10 % de l'accès au très haut débit dans les pays en voie de développement entraîne une augmentation moyenne de 1,38 pourcent du PIB.
- **Assurer des cadres réglementaires et juridiques adaptés :** Afin de mieux profiter de la révolution numérique, les pays doivent également renforcer les réglementations qui garantissent la concurrence entre les entreprises : un cadre juridique favorisant un climat d'affaires dynamique et leur permettant de faire du numérique un levier de compétitivité et innovation.

\*\*\*

#### Contacts médias :

- Zein Nahas, responsable de communication au CMI, [znahas@worldbank.org](mailto:znahas@worldbank.org), +33 (0)6 04 67 72 42
- Magali Mevellec, attachée de presse à l'AFD, [mevellec@afd.fr](mailto:mevellec@afd.fr), +33 (0)1 53 44 40 31

Le Centre pour l'Intégration en Méditerranée (CMI) est une plateforme réunissant agences de développement, Etats, autorités locales et société civile de l'ensemble du pourtour méditerranéen dans le but d'échanger des connaissances, de discuter des politiques publiques et d'identifier des solutions aux défis qui se posent dans la région. Les membres du CMI sont : l'Autorité Palestinienne, l'Egypte, la France, la Grèce, l'Italie, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Tunisie, le Service Européen pour l'Action Extérieure (observateur), la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Ville de Marseille, la Banque européenne d'investissement et la Banque mondiale. Web: [www.cmimarseille.org](http://www.cmimarseille.org), Facebook; Twitter: @cmimarseille

L'Agence Française de Développement (AFD), est un établissement public qui met en œuvre la politique définie par le Gouvernement français, et qui agit pour combattre la pauvreté et favoriser le développement durable. Présente sur quatre continents où elle dispose d'un réseau de 75 agences et bureaux de représentation, l'AFD finance et accompagne des projets qui améliorent les conditions de vie des populations, soutiennent la croissance économique et protègent la planète. L'AFD a consacré 8,3 milliards d'euros au financement d'actions dans les pays en développement et en faveur de l'Outre-mer. [www.afd.fr](http://www.afd.fr)

La Banque mondiale a défini deux objectifs qui visent : 1) à réduire à 3 % la proportion de personnes vivant avec moins de 1,90 dollar à l'horizon 2030 2) et à promouvoir une prospérité partagée en favorisant, dans chaque pays, la croissance du revenu des 40 % les plus pauvres. Le Groupe Banque mondiale est une source essentielle d'appui financier et technique pour les pays en développement du monde entier. Il ne s'agit pas d'une banque au sens habituel du terme mais d'un partenariat sans équivalent voué à réduire la pauvreté et à appuyer le développement. Le Groupe Banque mondiale se compose de cinq institutions administrées par leurs États membres. [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)